

## **Les paroisses de Gaza veulent rester des refuges aux « portes de l'enfer »**

À l'approche du lancement de l'opération militaire israélienne « Char de Gédéon II », visant à vider Gaza-city de ses habitants et alors que les bombardements s'intensifient dans le quartier El Zeitoun où se situent les deux églises Saint-Porphyre (orthodoxe) et de la Sainte-Famille (catholique), les patriarches grec-orthodoxe et latin de Jérusalem, Theophilos III et Pierbattista Pizzaballa, ont publié le 26 août un communiqué spécifiant que « les prêtres et les religieuses ont décidé de rester et de continuer à prendre soin de tous ceux qui resteront dans les complexes paroissiaux ». Les chrétiens qui y ont trouvé refuge depuis octobre 2023 décideront en leur âme et conscience, tandis que les ordres d'évacuation ont commencé d'être distribués par l'armée israélienne. « Il semble que la déclaration du gouvernement israélien selon laquelle “les portes de l'enfer vont s'ouvrir” soit en train de prendre une tournure tragique », souligne le communiqué : « les informations qui nous parviennent du terrain montrent que l'opération n'est pas seulement une menace, mais une réalité déjà à l'œuvre. [...] Nous faisons écho aux paroles prononcées il y a quelques jours par le pape Léon XIV : “Tous les peuples, même les plus petits et les plus faibles, doivent être respectés par les puissants, dans leur identité et leurs droits, en particulier le droit de vivre sur leurs propres terres ; et personne ne peut les contraindre à un exil forcé”. Nous ne savons pas exactement ce qui va se passer sur place, non seulement pour notre communauté, mais pour l'ensemble de la population. Nous ne pouvons que répéter ce que nous avons déjà dit : il ne peut y avoir d'avenir fondé sur l'emprisonnement, le déplacement des Palestiniens ou la vengeance. » Contrairement au gouvernement israélien qui prétend que le déplacement des populations vers le sud peut sauver des vies, les patriarches avertissent : « Quitter la ville de Gaza et tenter de fuir vers le sud équivaldrait à une condamnation à mort ». Les déplacements forcés de civils palestiniens tendent en effet à concentrer la population sur 20% du territoire de la bande de Gaza. Dans un contexte de famine généralisée reconnu comme tel par l'ONU, il sera interdit de sortir de ces zones dites « humanitaires », dépourvues de toutes infrastructures. L'intervention des patriarches s'achève par un appel pressant : « Nous appelons la communauté internationale à agir pour mettre fin à cette guerre insensée et destructrice, et afin que les personnes disparues et les otages israéliens puissent rentrer chez eux. »